

## Note visant à la mise en place d'une dérogation à l'éligibilité géographique des dépenses pour la mesure (19.3)

Le règlement UE n° 1303-2013 prévoit que, par principe, les opérations soutenues par les Fonds ESI sont réalisées dans la zone couverte par le programme au titre duquel elles sont soutenues. **La présente note vise à proposer à la validation du comité de suivi la mise en place d'une dérogation à ce principe pour la mesure 19.3**, dont la mise en œuvre est détaillée à l'article 70 alinéa 2 de ce même règlement. Cette dérogation vise à la facilitation de la mise en œuvre des projets de coopération transnationale et interterritoriale sur la mesure LEADER, actuellement cantonnés au seul territoire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

- **Base légale**

Règlement (UE) n° 1303-2013 – Article 70 - **Éligibilité des opérations en fonction de la localisation**

- **Contexte**

La sous-mesure 19.3, dédiée à la coopération sur LEADER a été mise en œuvre tardivement, et fait actuellement l'objet d'une multiplication de projets déposés par des porteurs. La réalité technique de ces projets a soulevé plusieurs écueils. Parmi ces derniers, l'éligibilité géographique des dépenses, actuellement strictement cantonnée au territoire du programme, à savoir la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette limitation stricte est problématique à deux égards :

- Dans le **cas du soutien préparatoire**, qui vise à déterminer la faisabilité d'un projet de coopération. Le soutien préparatoire est bien souvent l'occasion d'une rencontre ou de réunions entre partenaires potentiels. A ce titre, les déplacements, hébergements et études ne sont actuellement éligibles que si réalisés dans la Région, **limitant les rencontres avec des partenaires**, qu'ils fassent partie d'une Région limitrophe ou d'un pays de l'Union.
- **Lors de la mise en œuvre** d'un projet de coopération, lorsque des dépenses sont mises en commun entre partenaires. La limite actuelle à l'éligibilité géographique des dépenses **oblige à une proratisation stricte de chaque dépense**, parfois complexe lors de dépenses immatérielles ou conduisant à des montages parfois désavantageux (*ex. obligation de mettre en place deux campagnes de communication par deux partenaires, plutôt qu'une seule sur deux régions*)

- **Mise en œuvre proposée à validation :**

L'article 70 alinéa 2 du règlement 1303/2013 prévoit que l'autorité de gestion peut accepter qu'une opération soit mise en œuvre en dehors de la zone couverte par le programme, mais au sein de l'Union, sous conditions. Il est ainsi nécessaire que **l'opération bénéficie à la zone couverte par le programme** ; que le montant alloué **ne dépasse pas 15% du soutien accordé par le FEADER au niveau de la priorité**, au niveau du programme. De plus, les obligations des autorités relatives au programme pour ce qui est de la gestion, du contrôle et de l'audit de l'opération doivent être remplies.

Il est enfin nécessaire que le comité de suivi marque son accord sur l'opération ou les types d'opérations concernés.

Il est proposé d'autoriser une dérogation à l'éligibilité géographique des dépenses liées aux activités de coopération sur la mesure LEADER. Cette dérogation vise tout à la fois la mise en œuvre et le soutien préparatoire. Il est rappelé que les dépenses liées au soutien préparatoire sont plafonnées par le PDR de la Région, et strictement encadrées par des obligations réglementaires visant à prouver la volonté de mise en œuvre concrète d'un projet, limitant déjà fortement leur utilisation.